

Dans le cadre du dossier d'inscription patrimonial des récifs coralliens et des écosystèmes associés de Kanaky Nouvelle Calédonie par l'UNESCO

L'association Corail Vivant milite pour un classement intégral.

Nous avons donc imaginé la création du concept "zone sacrifiée" (avec statut juridique).

Pour la gestion, l'application du "système dérogatoire" qui fonctionne déjà et appliqué par les douanes françaises. (toute importation est interdite, sauf ce qui est autorisé, et donc contrôlé et surveillé).

Constat

La protection et la surveillance des " zones protégées " (+ zones tampons) sont toujours entièrement à la charge des collectivités et donc, uniquement des fonds publics.

Les entreprises bénéficient souvent d'avantages divers ou d'exonérations fiscales.

De plus, on sait maintenant (!) que les nuages et autres pollutions traversent les frontières sans passeport, sans autorisation, que l'accident arrive sans prévenir et met les "autorités compétentes" devant le fait accompli.

Les sanctions tardent toujours à être appliquées.

Les procédures juridiques sont longues et coûteuses pour les victimes.

La remise en état, souvent impossible, est toujours à la charge des collectivités.

.....

Il s'agit donc bien d'innover et d'inverser le processus qui est pratiqué par l'administration (tel qu'il lui a été enseigné), et dont la réalité factuelle a montré les limites.

La "zone sacrifiée"

Le terme peut paraître fort, certes, mais en accepter la dénomination c'est faire preuve de réalisme, de pragmatisme responsable et montrer la réelle volonté de changement.

En effet, les zones de développement sont toujours sacrifiées !

Il permet en outre de marquer les esprits quant à la valeur représentée par la dite zone.

À l'image du principe de "zone protégée + zone tampon", la zone sacrifiée aura un statut et un cadre

juridique reconnus, Il faut l'inventer, maintenant.

La zone sacrifiée bénéficiera de la participation des fonds privés de ceux qui s'y installeront, ce qui soulagera l'effort collectif.

La responsabilité du "pollueur" sera engagée dès le début, suivie et contrôlée tant que durera la présence sur le site et jusqu'à la réhabilitation qui doit être prévue dans le statut.

La transparence reste de mise.

Un fonds de réhabilitation, doit être créé et entretenu tout au long de la vie des installations. (sachant que les coûts de remise en état sont souvent énormes, sinon disproportionnés en regard de l'activité)

Pour Corail Vivant,
Bruno Van Peteghem
2001 Goldman Environmental Prize